



**RÉGION ACADÉMIQUE
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Régional de l'Immobilier
47 rue des écoles 75005 Paris

Marché public de Travaux

**TRAVAUX DE REHABILITATION DU CHATEAU D'EAU DE L'INTERNAT
D'EXCELLENCE DE SOURDUN**

Règlement de Consultation RC

Marché N° : 2025-03-TVX-CRT

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage :

Le Rectorat de la région académique d'Île-de-France représenté par Madame la rectrice de la
région académique d'Île-de-France

Conducteur d'opération :

Service Régional de l'Immobilier du Rectorat de la région académique d'Île-de-France

**Maitrise d'œuvre
BET StructureO**

Date et heure limites de réception des offres:

Jeudi 19 juin 2025 à 12h00 (heure de Paris)

Sommaire

Article 1	OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
Article 2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1	Définition de la procédure	3
2.2	Décomposition en tranches et en lots	3
2.3	Nature de l'attributaire	3
2.4	Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	3
2.5	Variantes.....	3
2.6	Options et prestation supplémentaire éventuelle	4
2.7	Exigences minimales de la négociation.....	4
2.8	Délai d'exécution des travaux	4
2.9	Modifications de détail au dossier de consultation.....	4
2.10	Délai de validité des offres	4
2.11	Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	4
2.12	Mesures particulières concernant les travaux en site occupée.....	4
2.13	Appréciation des équivalences dans les normes et les labels	4
2.14	Contexte de l'opération	4
2.15	Langue de travail	5
2.16	Clauses sociales et environnementales	5
Article 3	DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	5
3.1	Conditions de retrait du dossier de consultation.....	5
3.2	Conditions de dépôt des candidatures et des offres.....	5
3.3	Documents fournis aux candidats.....	6
3.4	Composition du dossier à remettre par les candidats	6
3.4.1	Sous dossier « Candidature » :	6
3.4.2	Sous dossier « Offre » :	8
	Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu	8
Article 4	SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....	9
4.1	Sélection des candidatures.....	9
4.2	Jugement et classement des offres.....	9
Article 5	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE	10
5.1	Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation	10
Article 6	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
6.1	Questions sur la consultation.....	11
6.2	Visite obligatoire	11

Le « maître d'ouvrage » est l'acheteur pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre d'un marché de travaux. Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Article 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne le recrutement d'une entreprise pour la réalisation des travaux de réhabilitation du château d'eau de l'internant d'excellence de Sourdun, situé au 100 rue de Paris à Sourdun (77).

Article 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4 du CCP.

2.2 Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est pas alloti (lot unique)

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les travaux se dérouleront sur 36 semaines environ 9 mois

Le délai d'exécution est fixé dans le planning prévisionnel d'exécution des travaux du DCE.

Le maître d'ouvrage envisage la notification du marché de travaux à partir du mois de juillet.

2.3 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2.4 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.5 Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2.6 Options et prestation supplémentaire éventuelle

Le présent marché ne prévoit pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

2.7 Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2.8 Délai d'exécution des travaux

Les délais d'exécution des travaux sont fixés dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

2.9 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées aux candidats au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.10 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.11 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Le Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC-SPS) établi par le coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné pour l'opération est joint au DCE.

2.12 Mesures particulières concernant les travaux en site occupée

L'internat d'excellence est en activité, l'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, sa propreté, la protection des chaussées, des espaces verts.....

2.13 Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2.14 Contexte de l'opération

L'opération se déroulera dans le site de l'internat d'excellence de Sourdun. Bien que l'établissement soit en activité pendant la période des travaux, mais le site offre des surfaces importantes pour faciliter l'organisation du chantier.

2.15 Langue de travail

La langue de travail est le français.

2.16 Clauses sociales et environnementales

s'agissant de la clause sociale de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire :

Afin de promouvoir la diversité et combattre l'exclusion, le Rectorat de la Région académique d'Ile-de-France souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'Achats responsables.

En application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, les candidats doivent proposer une action permettant la formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire, de 16 et 25 ans, suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Education nationale.

Dans leur offre, les candidats remplissent la fiche entreprise, annexée au règlement de la consultation (Cf. annexe 3), qui constitue le cadre de réponse.

A titre supplémentaire, s'ils le souhaitent, les candidats peuvent proposer d'autres projets permettant d'enrichir leur offre sociale.

En tout état de cause, il est demandé aux candidats de présenter dans leur offre un engagement ferme de réaliser la clause sociale, en remplissant le plus précisément possible la « Fiche entreprise » (cadre de réponse en annexe 3).

Pour plus d'informations sur la clause sociale, il convient de se reporter à l'annexe 2 du présent règlement de la consultation.

Une **candidature** qui ne présente pas une action de formation sous statut scolaire, selon les formes requises (= « Fiche entreprise » remplie), **est incomplète**.

Pour la clause environnementale, le candidat devra développer dans un plan d'assurance environnementale les mesures qu'il envisage afin de réduire son empreinte environnementale (réduction des déchets, filières de revalorisation). le candidat doit répondre à la question ou aux questions de l'article 3.1 du cadre du **mémoire technique** du **présent DCE**.

Article 3 DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

3.1 Conditions de retrait du dossier de consultation

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur la plateforme interministérielle des marchés publics <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence **2025-03-TVX-CRT**

3.2 Conditions de dépôt des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre. Toutefois ces derniers se réservent le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.3 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) et ses annexes
 - 1. Attestation de visite ;
 - 2. Précision concernant la clause sociale de formation sous statut scolaire;
 - 3. Cadre de fiche entreprise pour la clause sociale applicable au futur titulaire
- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP);
- Le cadre du mémo technique (CMT).
- Les cadres de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF); et l'annexe à l'AE
- Le planning prévisionnel d'exécution des travaux du DCE établi par la maîtrise d'œuvre ;
- Les pièces graphiques : carnet des plans
- PGC SPS – plan général de coordination SPS réalisé par la société BTP Consultant;
- RICT – rapport initial de contrôle technique ; réalisé par la société BTP Consultants
- Les rapports de diagnostics:
 - Diagnostics réalisé par Structureo
 - diagnostic plomb avant travaux
 - diagnostic amiante avant travaux
 - rapport de diagnostics des équipements réalisé par Naldeo.

3.4 Composition du dossier à remettre par les candidats

La candidature est exclusivement numérique

Le dossier numérique à remettre par les candidats comprendra un sous-dossier intitulé « Candidature» et un autre sous-dossier intitulé « Offre» constitués des pièces suivantes :

3.4.1 Sous dossier « Candidature » :

L'utilisation de DUME (cas 1) est formellement préconisée, mais le candidat peut suivre la procédure standard (cas 2). Dans les deux cas le candidat doit répondre par voie dématérialisée (voie électronique comme indiqué ci-dessus).

Cas 1 : Les candidats souhaitant utiliser le DUME :

Le Service DUME est un service dématérialisé qui permet aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection de l'offre et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner. Ce service permet aux candidats de ne plus avoir à fournir un document lorsque celui-ci a déjà été transmis à une administration. Il se substitue aux formulaires DC1 et DC2.

Cas 2 : Les candidats ne souhaitant pas utiliser le DUME :

a) Justifications quant aux qualités et capacités économiques et financières du candidat :

- Une lettre de candidature (DC1 dûment rempli et signé) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat. Le formulaire DC1 est disponible à l'adresse suivante <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

- La déclaration du candidat : (DC2) comportant le chiffre d'affaires global de la société réalisé au cours des trois derniers exercices. Le formulaire DC2 est disponible à l'adresse suivante <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.
- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
 - Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.
 - La remise d'un DC1 ou d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur ;
- Les attestations d'assurance responsabilité
- La copie du ou des jugements prononcés pour tout candidat en redressement judiciaire
- Les pouvoirs de la personne habilitée à engager la société et /ou un extrait Kbis

b) Justification des moyens matériels et humains dont dispose l'équipe candidate

- Une **note présentant la composition et l'organisation de l'équipe**, ainsi que le rôle et les compétences de chaque intervenant en fonction des différentes missions ;
- Un **certificat de qualification professionnelle ou d'identité professionnelle**. Les qualifications et habilitations doivent justifier de la capacité du candidat à réaliser les travaux du cahier des charges.

Si le candidat s'appuie sur les capacités professionnelles, techniques, et financières d'autres opérateurs économiques, il devra produire les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public.

c) Justification de la capacité technique de l'équipe candidate :

- Une **présentation détaillée de références significatives** sera accompagnée de leur montant et des coordonnées du maître d'ouvrage. Ces références seront datées de moins de 10 ans et privilégieront les opérations de réhabilitations des ouvrages similaires ou des activités identiques que porte le projet objet de cette consultation. En cas de groupement, le candidat est invité à privilégier des références communes.

Le rendu de l'ensemble des références ne pourra excéder 5 feuillets recto-verso A4.

d) la fiche entreprise (cadre de réponse) renseignée.

3.4.2 Sous dossier « Offre » :

- Un acte d'engagement, dûment complété, daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise : document joint dans le dossier de consultation à compléter ; Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-5 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- La décomposition du prix global forfaitaire : cadre joint à compléter sans modification (pièce non contractuelle destinée au jugement de l'offre). Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.
- Un mémoire technique conforme au cadre joint, accompagné des éventuelles annexes et pièces justificatives.
- Attestation de visite des lieux, complétée et signée par la personne qui réalise la visite, le chargé d'opérations du service régional de l'immobilier de la RA ou le maître d'œuvre.

Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ;

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s) pour chacun des lots.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 3.7 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

Article 4 SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

Le maître d'ouvrage commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres. L'analyse des offres sera réalisée selon les critères définis à l'article 4.2 du présent document.

Le maître d'ouvrage pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales ou entamer une négociation avec un ou plusieurs candidats.

4.1 Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la **date et l'heure limites de remise des offres**.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP seront éliminées par le maître d'ouvrage.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4.2 Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le maître d'ouvrage examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier tous les éléments de l'offre y compris le prix ou d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre la plus adaptée est choisie par le maître d'ouvrage.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Criteres d'attribution :

Valeur technique des prestations au regard du mémoire technique renseigné conformément au cadre joint au DCE : 60%

Prix des prestations : 40%

- Montant de l'offre : l'entreprise qui aura le prix le moins élevé et une note sur le critère valeur technique supérieure ou égale à 30 se verra attribuer la note maximale et sera désignée **offre de référence**, les autres offres seront notées de façon inversement proportionnelle à cette dernière suivant la règle des écarts :
$$\text{Note} = 40 \times \frac{P_0}{P}$$
 avec P_0 le montant de l'offre **de référence** et P le montant de l'offre

analysée; Les offres d'un montant inférieures à l'offre de référence se verront attribuées la note maximale sur ce critère.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le maître d'ouvrage se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le maître d'ouvrage qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le maître d'ouvrage pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

Article 5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5.1 Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, **seule est ouverte la dernière offre reçue**, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **2025-03-TVX-CRT**

En outre, cette transmission se fera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-4 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;

- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, ppt, doc, docx, xls, xlsx, odt, ods, odp seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites contenant moins de 40 caractère y compris les espaces et les traits d'unions.
- Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation.

Article 6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

6.1 Questions sur la consultation

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 13 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([\[http://www.marches-publics.gouv.fr\]](http://www.marches-publics.gouv.fr)) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

6.2 Visite obligatoire

La visite du site par les candidats est obligatoire.

Elle a pour but de prendre connaissance des éléments nécessaires à l'élaboration de l'offre technique et financière.

3 visites seront organisées :

- Lundi 19 mai 2025 à 13h15
- Mardi 27 mai 2025 à 13h15
- Jeudi 05 juin 2025 à 13h15

Un rendez-vous préalable est à prendre par demande transmise à l'attention de Monsieur Oullami à l'adresse suivante : yahia.oullami@region-academique-idf.fr et il faut indiquer comme objet : « **Visite consultation travaux de réhabilitation du château d'eau de l'IE de Sourdun** » en indiquant le jour et l'heure souhaitée.

Les candidats doivent se présenter à l'accueil de l'internat d'excellence de Sourdun au 100 avenue de Paris 77171 Sourdun, 15 mn avant l'heure des dates indiquées ci-dessus pour accomplir les formalités d'accès par le service de sécurité de l'établissement.

L'attestation de visite (jointe au présent règlement de consultation) sera signée sur place par le représentant de la maîtrise d'ouvrage et devra obligatoirement être jointe à l'offre.

ANNEXE N°2 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Clause sociale de formation sous statut scolaire : mode d'emploi

L'objectif de la présente clause sociale est de promouvoir la diversité et combattre l'exclusion par la réalisation d'une action participant à la formation de publics rencontrant des difficultés scolaires, et donc sociales ou professionnelles particulières : il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation, tel que modifié par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010.

Pour réaliser cette action, le Rectorat de la Région académique d'Ile-de-France demande aux candidats de proposer un projet en faveur de jeunes en situation de décrochage scolaire.

En effet, le **décrochage scolaire** constitue un phénomène grave, tant pour les personnes concernées que pour l'ensemble de la société. Il s'agit d'un enjeu majeur pour la cohésion sociale et l'équité du système éducatif, qui requiert la mobilisation de toute la communauté éducative, en lien avec les représentants du monde professionnel. De plus, le décrochage scolaire constitue un obstacle majeur à la réalisation de la « stratégie Europe 2020 », stratégie commune aux institutions de l'Union européenne, aux États membres et aux partenaires sociaux.

- *Contexte :*

Le **Rectorat de la Région académique d'Ile-de-France** propose aux soumissionnaires de participer à une action de remobilisation et de formation, destinée à permettre la reprise de scolarité et/ou l'accès à l'emploi de jeunes en situation de décrochage scolaire.

Cette action est accompagnée par la « Mission de lutte contre le décrochage scolaire » (MLDS – anciennement Mission Générale d'Insertion) du ministère chargé de l'Education nationale, qui participe à l'animation et au pilotage des plates-formes de suivi et d'appui aux jeunes décrocheurs. Ces plates-formes ont été mises en place sur l'ensemble du territoire national, en application de la circulaire interministérielle du 9 février 2011 (n°2011-028).

Le bénéficiaire de la clause sociale est un jeune en situation de décrochage scolaire, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une personne ayant quitté le système éducatif. Est notamment considéré en situation de décrochage scolaire tout jeune qui abandonne un système de formation initiale sans avoir le niveau de qualification minimum requis fixé par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010. Il s'agit soit du baccalauréat général, soit d'un diplôme à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications.

Le jeune bénéficiaire a entre 16 et 25 ans. Il a été repéré par la plate-forme de suivi et d'appui aux jeunes décrocheurs. Il est sous statut scolaire.

Grâce au dispositif de clause sociale, il peut bénéficier à nouveau d'un statut scolaire et réaliser un parcours en entreprise, en vue d'une re-scolarisation.

La clause sociale prévue au présent marché s'inscrit dans le cadre du parcours d'un jeune en situation de décrochage scolaire. Pendant son parcours, le jeune acquiert une expérience significative en entreprise, lui permettant de construire un projet professionnel.

L'entrée du jeune bénéficiaire de la clause sociale en entreprise nécessite la conclusion d'une convention de stage tripartite entre le titulaire du marché, le jeune (ou son représentant légal) et la MLDS (ou un établissement scolaire de rattachement).

La clause sociale prévue au présent marché permet de réaliser la totalité ou une partie d'un parcours en entreprise d'un jeune en situation de décrochage scolaire.

- *Action attendue par l'acheteur :*

Le Rectorat de la Région académique d'Ile-de-France attend du titulaire qu'il réalise une (ou plusieurs) phases d'un parcours d'un jeune en situation de décrochage scolaire.

Pour ce faire, les candidats remplissent préalablement la « Fiche entreprise (cadre de réponse) » (cf. annexe n°3 au RC). Après notification du marché, cette fiche sera adaptée aux capacités du jeune proposé par la MLDS.

L'application de la présente clause sociale implique que le titulaire du marché reçoive le jeune dans ses locaux, en immersion complète.

Le jeune est accompagné :

- sur l'ensemble de son parcours, par la MLDS, qui désigne un tuteur pédagogique ;
- et par un référent au sein de l'entreprise partenaire (réfèrent désigné par le titulaire du marché).

À la fin de chaque phase, une validation des objectifs est réalisée par le tuteur pédagogique avec le jeune bénéficiaire de la clause. Le tuteur pédagogique est en relation directe avec le référent « entreprise ». A la fin du parcours, les validations des objectifs se font par écrit, sous la forme d'un bilan croisé, réalisé par le tuteur pédagogique et le référent « entreprise ».

- *Valorisation de l'action du titulaire :*

Les résultats obtenus et les parcours réussis peuvent faire l'objet d'une valorisation par le ministère chargé de l'Éducation nationale.

Quelques précisions concernant le projet du ministère de l'Éducation nationale :

L'acheteur assure le lien entre la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) et le titulaire du marché.

Le jeune bénéficiaire de la clause est identifié par la MLDS, qui vérifie sa motivation et son souhait de réaliser un parcours en entreprise. La MLDS, via l'acheteur, propose au titulaire un profil, avec transmission d'une lettre de motivation et d'un Curriculum Vitae.

Le titulaire du marché peut refuser le profil proposé, à condition de motiver sa décision. Un autre profil lui est alors proposé par la MLDS.

Les tâches proposées au jeune bénéficiaire de la clause peuvent être d'ordre administratif ou technique. Néanmoins, le titulaire prévoit a minima une présentation du secteur d'activité en lien avec l'objet du marché. Si le titulaire ne parvient pas à proposer dans son offre une tâche en lien avec l'objet du marché, cet aspect est nécessairement abordé lors de la réunion de lancement du marché ou lors de la réunion de présentation du jeune à l'entreprise.

Le référent « Entreprise » n'est pas nécessairement responsable des ressources humaines (RRH). Néanmoins, les candidats doivent préciser dans leur offre le nom du RRH, ainsi que le nom du référent « entreprise » s'il est différent.

Conformément à la réglementation en vigueur, tout parcours de plus de deux mois, effectué dans la même entreprise, ouvre droit à une gratification qui ne peut pas être inférieure à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale (à titre indicatif, en juin 2015, cette gratification se montait à 508,20 euros pour un temps complet – simulation sur : <http://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

A l'issue du parcours du jeune, le titulaire est invité à explorer toutes les solutions d'avenir pérennes pour le jeune, en fonction de son projet professionnel – désormais établi – et de ses souhaits.

La MLDS informe le titulaire de la réussite du parcours et de la solution retenue par l'Éducation nationale en faveur du jeune.

ANNEXE N°3 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION (à

FICHE ENTREPRISE (CADRE DE REPONSE)

Proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire

La présente « Fiche entreprise » a pour objet de permettre la réalisation d'un parcours en entreprise au bénéfice d'un jeune en situation de décrochage scolaire.

Elle est remplie par le candidat et, en cas d'attribution du marché, sera transmise par l'acheteur à la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), pour réalisation du parcours.

Informations sur la durée du parcours et le lieu du stage :

Nombre d'heures prévues au contrat :

Lieu du stage (adresse postale) :

Encadrement du parcours au sein de l'entreprise :

Nom du responsable des ressources humaines :

Nom du référent en entreprise (s'il est différent du RRH) :

Fonction :

Coordonnées tél./courriel :/.....

Conditions d'accueil ? (<i>livret d'accueil, poste de travail, tickets restaurants, transports...</i>)	
Tenue fournie ? (<i>si les activités le nécessitent</i>)	
Tâches/ activités pressenties pour le Jeune Décroché ?	
Tâches/ activités pressenties, nécessitant des déplacements ?	

Autres remarques utiles :